

Le conflit anglophone au Cameroun

Un dialogue sans partenaires



Cynthia PETRIGH

Octobre 2019

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Cette note a été réalisée dans le cadre d'un partenariat avec le ministère des Armées. Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Elles ne reflètent en aucun cas les positions du ministère des Armées.



ISBN : 979-10-373-0081-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Cynthia Petrigh, « Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires », *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Cynthia Petrigh est la fondatrice et directrice de [Beyond Peace](#), société de consultance spécialisée dans le soutien aux processus de paix, la formation des forces armées et les missions de vérification de violation des droits de l'Homme et du droit international humanitaire (DIH). Membre de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo et du groupe d'experts du gouvernement britannique sur la prévention de la violence sexuelle (UK PSVI), elle collabore régulièrement avec l'Union européenne, les Nations unies, des académies militaires, des universités et des organisations de la société civile. Depuis 2013, Cynthia Petrigh est basée une partie de l'année en Afrique (Cameroun, Centrafrique, Mali).

Résumé

Le soutien au régime Biya a été imposé pendant plusieurs décennies grâce à l'accord tacite selon lequel les citoyens échangeaient leurs libertés civiques contre la promesse de la paix civile, de l'unité et de l'émergence. Ces mythes sont aujourd'hui mis en péril par la mauvaise gestion de la crise anglophone, initiée par des revendications d'ordre social battues en brèche par une répression brutale. La crise a depuis muté en conflit armé et les groupes armés ambazoniens, largement formés d'amateurs peu équipés au départ, se radicalisent et étendent leur contrôle du territoire dans les provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans ce contexte, la brutalité des forces armées, la haine ethnique et un sérieux coup porté à une économie déjà au ralenti ont ouvert les champs de la contestation au niveau national, et posent le problème de la mauvaise gouvernance, du régime vieillissant et de la haine inter-ethnique. Des initiatives locales ou internationales en faveur du dialogue et de la paix, y compris par des leaders religieux, des mouvements de femmes et la Suisse, ont trouvé à ce jour peu d'écho parmi les belligérants. Alors qu'une victoire militaire de Yaoundé paraît de plus en plus illusoire, les élites occupées par la bataille de l'après-Biya vont-elles saisir la main tendue qui permettrait d'éviter la guerre civile ?

Abstract

For several decades, support for President Biya's regime was established on the basis of the exchange of civil liberties for the common good, i.e. peace, unity, and economic development. These promises are seriously challenged today by the poorly managed Anglophone crisis, which started when non-violent social grievances were met with police brutality. The crisis has mutated into a full-scale armed conflict and *Ambazonian* groups, initially amateur militia with home-made weapons, are increasingly radicalized and extend their territorial control in the Northwest and Southwest provinces. Against this backdrop, security forces brutality, ethnic hatred, and a severe blow to an already stalled economy, are starting to affect the country, and raise the more general problem of poor governance, of an aging regime and of civil strife. Localized or international calls for dialogue, including by interfaith groups, women's groups or Switzerland, have had little effect on the warring parties so far. As a military victory by Yaoundé appears to be more and more unlikely, will the elites busy fighting for an after-Biya succession seize the opportunities to avoid a civil war?

Sommaire

INTRODUCTION	6
AUX ORIGINES DU CONFLIT	7
L'escalade.....	10
L'AMBAZONIE, MOUVANCE MULTICÉPHALE	12
LA GESTION DE LA CRISE ANGLOPHONE PAR LES AUTORITÉS CAMEROUNAISES : ENTRE DÉNI ET RÉPRESSION	17
LES IMPACTS CUMULATIFS DU CONFLIT ANGLOPHONE	20
Impact économique	20
Impact humain	20
Impact politique	21
Impact diplomatique.....	23
LES INITIATIVES DE DIALOGUE	26
L'initiative des femmes anglophones.....	27
Des offres de médiation concurrentes	28
CONCLUSION	30
ANNEXES	31
Chronologie des origines du conflit.....	31
Glossaire des acronymes	35
Cartes du Cameroun.....	36

Introduction

Longtemps perçu comme un pays stable et pacifique, le Cameroun de Paul Biya est le fruit d'un pacte tacite : le déficit démocratique, le népotisme et bientôt la présidence à vie étaient acceptés par la population en échange de la paix, l'unité nationale et la promesse de l'émergence. Si ce modèle a prévalu en dépit du conflit Boko Haram, il a aujourd'hui trouvé ses limites, notamment dans les régions anglophones, où le sentiment d'exclusion est exacerbé par le problème linguistique. C'est l'ensemble du pacte que la crise anglophone et sa non-gestion par Biya, viennent remettre en cause. Au départ de nature sociale et non violente, cette crise s'est transformée durant les deux dernières années en conflit armé ouvert : on décompte aujourd'hui plus d'un demi-million de personnes déplacées, un coût massif pour l'économie, des groupes armés ambazoniens qui étendent leur contrôle du territoire, mais aussi la perte de confiance dans les forces de l'ordre et dans le mythe du « vivre ensemble » national. La montée de la haine ethnique, notamment sur les réseaux sociaux, et la cassure croissante entre l'oligarchie arrogante du Centre et une périphérie appauvrie par la corruption, l'inégalité d'accès aux opportunités et la violence, viennent menacer la stabilité du pays. Face au risque de guerre civile, quelques initiatives de dialogue et de paix ont émergé, mais elles sont loin de fédérer les différentes forces politiques en présence. Les États-Unis et la France, alliées du Cameroun dans le combat contre Boko Haram, inquiètes des risques de déstabilisation régionale, conseillent le dialogue au régime en place. Alors que la violence continue dans les régions anglophones et sur fond de guerre de succession du président vieillissant, des initiatives de dialogue se dessinent timidement en 2019.

Aux origines du conflit

La crise anglophone trouve ses origines historiques dans la naissance turbulente du Cameroun post-colonial. Colonie allemande de 1884 à 1916, le *Kamerun* est partagé par le Traité de Versailles entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne et la France, à qui la Société des Nations confie le mandat de conduire le pays à l'indépendance. Les deux puissances tutélaires choisissent une gouvernance différente : tandis que les Anglais s'appuient sur les chefferies traditionnelles conformément à la politique de *l'indirect rule*, les Français mettent en place un système plus dirigiste, lequel, entre clientélisme et techniques de contre-insurrection, vise à installer durablement un pouvoir favorable à la France¹. La République du Cameroun (sous mandat français) accède à l'indépendance le 1^{er} janvier 1960 et s'élargira en République fédérale du Cameroun l'année suivante en intégrant une partie du Cameroun britannique. Appelée à se prononcer en 1961 par référendum sur ses préférences de rattachement (la formation d'un État indépendant n'est pas une option), la population du Cameroun sous mandat britannique est en effet partagée : la partie septentrionale vote majoritairement pour le rattachement au Nigeria, tandis que le Cameroun méridional choisit de se séparer de l'administration britannique et de rejoindre le nouvel État fédéral ainsi constitué par l'État fédéré du Cameroun oriental (anciennement français) et l'État fédéré du Cameroun occidental (anciennement *British Southern Cameroons*).

La fédération est progressivement vidée de sa substance puis de ses symboles, pour donner naissance à un véritable régime centralisé, où les francophones se taillent la part du lion². Alors que des autorités sont mises en place à Yaoundé et sont épaulées, formées et guidées par des conseillers français, les indépendantistes camerounais sont combattus par l'armée

1. La Charte des Nations prévoit, pour les mandats de tutelle, que la puissance coloniale s'engage à « développer leur capacité à s'administrer elles-mêmes » et à « tenir compte de leurs aspirations politiques ».

2. Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale du nouvel État indépendant est le Français Paul Audat, administrateur colonial devenu conseiller technique (le discours d'indépendance du premier président Ahidjo aurait été rédigé de sa main. Lire T. Deltombe, M. Domergue et J. Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2018, p. 379). Le ministre des Forces armées lui-même « n'est qu'un intermédiaire loyal, et c'est le président qui assure la direction d'un département ministériel qui fonctionne mieux que tous les autres, sa gestion étant assurée par des conseillers militaires français », selon l'ambassadeur Bénard, véritable gouverneur, qui n'hésite d'ailleurs pas à assurer que : « Derrière une façade camerounaise, l'édifice du régime continue de dépendre du soutien et de l'aide de la France » (*Ibid.*, p. 503).

française bien au-delà de l'indépendance, notamment en pays *Bamiléké*³. En 1966, le président Ahidjo, un Peul nordiste, crée l'Union nationale du Cameroun (UNC), parti unique qui doit regrouper tous les anciens partis politiques désormais dissous, qu'ils soient francophones ou anglophones⁴. Les fonctionnaires sont pour la plupart francophones et ne comprennent pas l'anglais. En mai 1972, un référendum organisé par le président Ahidjo entérine l'abolition du fédéralisme. La deuxième étoile est supprimée du drapeau national et les deux États n'en font plus qu'un, sous le nom de République unie du Cameroun. Les quatre assemblées initialement prévues sont remplacées par l'Assemblée nationale.

Le poste de vice-président, réservé à un anglophone, est supprimé et un poste de Premier ministre est créé et octroyé à Paul Biya, Béti du Sud, lequel succédera bientôt à Ahidjo et parachèvera la relégation de la fédération bilingue aux oubliettes sitôt arrivé au pouvoir, à la faveur d'une révision de la Constitution en 1984. Le pays prend à ce moment son nom actuel de République du Cameroun⁵. La marginalisation des anglophones se poursuit inéluctablement. Dans le même temps, la vie politique se concentre autour d'une élite de plus en plus restreinte auprès du président Ahidjo puis de son successeur Paul Biya. De ce fait, une grande partie de la population est exclue de la vie politique et des opportunités économiques. Si l'ethnie Bamiléké, qui réside dans l'ouest du pays (où elle a largement contribué à la lutte anticoloniale et n'a de ce fait pas les faveurs du régime), est très présente dans l'économie nationale, la politique et la rente provenant de la corruption restent l'apanage des ethnies au pouvoir. Ce sentiment d'exclusion est encore plus vif dans les régions anglophones, qui sont parmi les plus riches en ressources minières et agricoles.

Au-delà de la question linguistique, cet accaparement du pouvoir par l'élite du Centre et du Sud génère des difficultés d'administration de l'ancien Cameroun britannique. Dans cette région, les tribunaux sont de *common law* mais le gouvernement s'obstine à déployer avocats et magistrats francophones de droit civil. De même, la fonction publique est en violation de la législation en vigueur⁶ car inaccessible aux anglophones. Si les revendications de 1992 et 1993 par les enseignants et étudiants anglophones aboutissent à la création, en 1993, du *General Certificate Examination*

3. Parmi les 271 ethnies que compterait le Cameroun, les Bamilékés ont joué un rôle important dans la lutte indépendantiste contre la France et ont été à ce titre écartés du pouvoir mais sont très présents dans l'économie du pays.

4. Le style de gestion britannique a favorisé l'émergence de mouvements politiques, le premier d'entre eux, la Cameroon Youth League (CYL) étant créé en 1940 par Peter Kale et Dr. E. Endeley.

5. D'après l'Institut national de la statistique du Cameroun, Histoire du Cameroun, disponible sur : www.statistics-cameroon.org.

6. Et notamment la Circulaire n° 001/CAB/PM du 16 août 1991 relative à la pratique du bilinguisme dans l'administration publique et parapublique.

Board censé résoudre les problèmes de notation et certification des examens en régions anglophones, la politique officielle de l'Enseignement demeure incompatible avec le bilinguisme officiel : les étudiants anglophones doivent toujours présenter le français aux épreuves de CAP et du Bac ; les autorités nomment en nombre croissant des professeurs non anglophones dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest (NOSO). Des organisations de la société civile et un parti politique, le Social Democratic Front (SDF), créé en 1990, ont bien essayé de porter les revendications anglophones, mais elles se sont heurtées à une fin de non-recevoir sous la forme d'interdictions administratives, de censure, de harcèlement de leurs membres et du trucage des élections.

En 1993, se tient à Buea (Sud-Ouest) la première Conférence anglophone. À l'invitation de Sam Ekontang Elad, Dr. Simon Munzu, Dr. Carlson Anyangwe et Benjamin Itoe, son objectif est de préparer la participation des anglophones à un débat national afin d'« examiner les questions relatives à notre bien-être, notre héritage, notre territoire et notre pays⁷ ». Les résolutions de cette conférence concernent notamment la composition de la délégation au débat national, la création d'un Comité permanent chargé de déterminer les modalités de la réinstauration d'institutions anglophones telles qu'initialement prévues dans l'union fédérale, la défense de la liberté d'expression ainsi que la préservation de l'héritage culturel et historique. La deuxième conférence anglophone (AAC II) se tient en 1994 à Bamenda (Nord-Ouest) afin d'identifier les conséquences de la suspension des réformes constitutionnelles par le président Biya, d'évaluer les actions du Comité permanent et de traiter « toute autre question relative au Peuple et au Territoire du Cameroun anglophone⁸ ». La « Proclamation de Bamenda » qui en résulte fait état de propositions constitutionnelles, annonce la dissolution de la Conférence et son remplacement par le Conseil national anglophone (futur SCNC), censé représenter les anglophones dans un hypothétique dialogue constitutionnel avec le régime Biya. Le débat national sollicité n'aura jamais lieu et le Southern Cameroons National Council (SCNC), organisation sans affiliation politique, créé à l'issue des conférences afin de porter les revendications anglophones dans la non-violence (son slogan est « The force of argument, not the argument of force »), sera interdit en 2001.

Les années suivantes, les revendications se poursuivent sans plus de succès : manifestations d'étudiants violemment réprimées, réunions d'avocats interrompues et conférences de presse interdites. Sans réel modèle de dialogue dans un pays où toute contestation a été réprimée par la force,

7. Déclaration de Buea, rapportée par Martin Jumbam, disponible sur : www.martinjumbam.net.

8. *Cameroon Post*, reproduit par Rémi Tassing et Dibussi Tande, disponible sur : medium.com.

les autorités n'ont ni les moyens ni la culture politique nécessaires pour établir un dialogue et répondre à ces revendications. Imperturbable, le pouvoir central continue d'affirmer son autorité, en célébrant par exemple en grande pompe le Cinquantenaire de l'unification du pays à Buea (Sud-Ouest) en février 2014.

L'escalade

C'est à la maladresse des autorités et au recours abusif à la force contre des manifestations pacifiques d'ordre social et corporatiste que l'on doit l'envenimement de la situation. La rentrée 2016 marque un tournant avec l'arrivée de nouveaux professeurs et juges francophones, ces derniers totalement ignorants du système de *common law* prévalant dans le NOSO. Au même moment, la décision de la faculté de Buea d'imposer une amende pour inscription tardive, qui pénalise les étudiants les plus pauvres dont les familles n'arrivent pas toujours à réunir les montants de l'inscription à temps pour la rentrée, sème la colère parmi les étudiants.

Afin de porter publiquement les revendications d'ordre social jusqu'ici restées lettre morte et de coordonner les manifestations contre les nominations récentes, les professeurs et avocats créent le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC, généralement appelé le Consortium), organisme sans affiliation politique. Une manifestation pacifique des avocats de *common law* est réprimée brutalement le 28 novembre 2016. Les images montrant la police arrachant robes et perruques, brutalisant et blessant des avocats, choqueront les esprits. Un autre incident concomitant et également mal géré (la non-remise d'une récompense destinée aux étudiants les plus brillants) accroît les accusations de corruption et de discrimination. Afin de protester contre l'amende pour inscription tardive et de dénoncer la non-remise des prix, les étudiants manifestent à leur tour. La vice-chancelière (promue au poste de ministre de l'Enseignement supérieur lors du remaniement de février 2019) mobilise la police anti-émeute. La répression féroce qui s'abat sur les étudiants choque les parents qui qualifient ces méthodes policières de « non britanniques⁹ ».

La répression brutale de ces différentes manifestations pacifiques constitue un tournant vers l'escalade et marque le début de la « crise anglophone » à l'automne 2016. Les professeurs et avocats annoncent la suspension de l'enseignement et des plaidoiries. Les parents décident de les soutenir et n'envoient pas leurs enfants à l'école. Avocats et professeurs maintenant organisés en Consortium décrètent le 9 janvier 2017 journée de

9. « Coups de matraque, humiliations : les étudiants de Buea réprimés pour avoir manifesté », *France 24*, 29 novembre 2016, disponible sur : observers.france24.com.

« villes mortes ». C'est un lundi et c'est le début de l'interdiction de circuler les lundis, qui n'a pas cessé depuis et qui est désormais mise en œuvre par les groupes armés. Les fondateurs du Consortium, M^{es} Agbor Balla et Fontem Neba, sont arrêtés¹⁰. Ils transmettent temporairement la direction du Consortium à deux bloggeurs inconnus : Marc Baretta et Tapang Ivo Tanku. Des éléments radicaux vont influencer les messages, d'autant plus que de nombreux intellectuels modérés sont en prison. L'indépendance de la République d'Ambazonie est proclamée le 1^{er} octobre 2017 par Sisiku Julius Ayuk Tabe¹¹. Le même jour, le président Biya annonce le déploiement de l'armée dans les régions concernées, ce qui constitue le tournant décisif vers le conflit armé, qui éclate en novembre 2017.

10. Ils seront relâchés huit mois plus tard sur intervention de la France mais du fait de leur détention et plus encore de leur libération, ils n'ont plus toute la confiance des militants. Lire « Agbor Balla Nkongho héros ou traître ? », *Journal du Cameroun*, 1^{er} mars 2018, disponible sur : www.journalducameroun.com.

11. L'universitaire a été nommé président du « Gouvernement intérimaire » (cf. tableau ci-après) par les autonomistes en juillet 2017.

L'Ambazonie, mouvance multicéphale

Il convient tout d'abord de distinguer dans le paysage anglophone les groupes séparatistes et les groupes dénués de visée indépendantiste. Seuls les premiers sont dits « Ambazoniens ».

Le nom Ambazonie a été créé par les historiens auto-proclamés du mouvement indépendantiste à partir de l'ancienne appellation du débouché du fleuve Wouri, la « Baie d'Ambas », afin de se dissocier tant du Cameroun que du Nigeria. De nombreux anglophones lui préfèrent l'appellation historique de Southern British Cameroons, tandis que d'autres se réfèrent simplement aux régions du « Nord-Ouest, Sud-Ouest », selon la dénomination officielle des entités territoriales concernées au sein de la République camerounaise.

Aux débuts du soulèvement, durant les derniers mois de l'année 2017, émergent les premières images de combattants sans uniforme, posant avec leurs armes artisanales dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, un territoire d'environ 43 000 km². *Red Dragons, Tigers* et *Ambazonia Defence Forces* (ADF) sont parmi les premiers groupes actifs¹². Des dizaines d'autres milices, groupes d'auto-défense et regroupements autour d'intérêts corporatistes (tels les conducteurs de moto-taxis du NOSO) voient aussitôt le jour. Cette prolifération de groupes armés crée une grande confusion (certains d'entre eux sont accusés d'être à la solde du régime de Biya et de perpétrer des atrocités pour ternir l'image des indépendantistes¹³) et bientôt des luttes d'influence pour le contrôle du territoire et des armes.

Adepte du *blindage* traditionnel (cérémonies initiatiques censées rendre les combattants résistants aux balles) et premier groupe armé non étatique créateur de cryptomonnaie¹⁴, la mouvance ambazonienne oscille entre pratiques archaïques et hypermodernes. C'est de la diaspora que viendront les soutiens à la lutte armée ainsi que les positions les plus

12. « Cameroon's Anglophone Crisis: Red Dragons and Tigers – the Rebels Fighting for Independence », *BBC*, 20 mars 2018, disponible sur : www.bbc.com.

13. L'enlèvement des quelque 80 étudiants en novembre 2018 est notamment attribué par plusieurs sources crédibles au ministre en charge de l'Administration territoriale et partisan de la méthode brutale, Paul Atanga Nji.

14. L'Ambacoin est une monnaie numérique de type Blockchain dont l'achat sur ce site est censé financer l'armement des groupes non étatiques. Plus d'informations sur : <https://ambacoin.io>.

radicales. Assez rapidement, quelques armes modernes viennent compléter l'arsenal de fortune et de fabrication artisanale, grâce à l'appui de la diaspora, notamment aux États-Unis mais aussi grâce à la corruption, qui n'épargne pas les forces armées. La mainmise territoriale des groupes armés s'accroît et concerne la majeure partie du territoire NOSO à la fin de l'année 2018. Il ne s'agit pas d'un contrôle permanent ni organisé du territoire mais plutôt de la capacité des différents groupes à empêcher le fonctionnement normal des institutions étatiques hors des centres urbains¹⁵. Certains groupes se livrent au banditisme et aux enlèvements pour générer leurs propres revenus et ainsi échapper au contrôle de la diaspora. Mais le leadership politique demeure largement l'apanage de cette dernière.

Les différents groupes n'ont pas pu établir de commandement unique pour différentes raisons : rivalités entre chefs, accusations de corruption et de trahison et clivage culturel. Il n'y a pas continuité ethnique entre les deux régions affectées par le conflit¹⁶ et le morcellement des groupes armés correspond plus à des logiques ethno-territoriales (les Red Dragons de Lebialem, les Sword of Ambazonia de Meme ou les Tigers de Manyu) et à des considérations pratiques et sécuritaires qu'à des divergences idéologiques.

15. Entretiens de l'auteure avec des diplomates en poste à Yaoundé, décembre 2018.

16. Le découpage linguistique de même que le découpage administratif ne recourent pas le découpage ethnique au Cameroun. Les ethnies peuplant le *Grassfield* (notamment les Bamilékés) se trouvent dans le département de l'Ouest (largement francophone) et du Nord-Ouest (anglophone). La proximité ethnique entre habitants du Sud-Ouest et du Littoral (notamment l'ethnie Sawa) est également plus proche qu'entre les deux régions administratives anglophones.

Les principales forces en présence			
Groupes indépendantistes disposant d'une branche armée			
Groupe politique	Groupe armé sur le terrain	Leader	Observation
Interim Government (IG)	Anglophone Self-Defence Council (ASDC) Les Red Dragons font partie des ASDC.	Siseku Julius Ayuk Tabe (en prison) Samuel Sako nommé <i>acting interim president</i> jusqu'en mai 2019, date à laquelle il est révoqué au profit du premier.	Instance dirigeante/organisation mère entre 2017 et mi-2018, IG est devenu depuis un groupe parmi d'autres.
Ambazonia Governing Council (AGC)	Ambazonia Defence Force (ADF) "General" Efung	Ayaba Cho (Norvège) Partisan de la ligne dure. À la faveur d'une restructuration de la nébuleuse au printemps 2019, il attire vers les ADF le « Général » Ayeke des Red Dragons ainsi que le groupuscule Sword of Ambazonia.	L'AGC est un ancien membre d'IG, exclu en décembre 2018.
African People Liberation Movement (APLM, ex-Southern Cameroon's Youth League)	Southern Cameroons Defence Forces (SOCADEF)	Ebenezer Akwanga	SOCADEF et APLM sont des anciens membres d'IG, exclus en décembre 2018.
Southern Cameroons Liberation Council (SCLC)	L'ASDC et autres groupes qui demeurent alignés avec IG après les divisions du printemps 2019 en deviennent membres.	Fontem Neba	Dernier né des mouvements, il est issu de la réunion de Washington en mars 2019.
Groupes indépendantistes non militarisés			
Southern Cameroons National Council (SCNC)	—	Elvis Kometa	Le leader officiel (Nfor Ngala Nfor) est en prison. Le mouvement ne représente plus grand-chose aujourd'hui.
Movement for the restoration of independent southern Cameroons (MORISC)	--	Bo Herbert	Groupuscule sans impact sur le terrain.

Depuis le commencement de la lutte armée en 2017, les tentatives d'unifier le mouvement ont été infructueuses. Le SCNC est aujourd'hui marginalisé tant du fait de son échec à obtenir des gains politiques par la non-violence que par le manque de crédibilité de ses dirigeants actuels¹⁷. Sur le terrain, des échauffourées opposent les groupes armés (affrontements entre ADF et SOCADEF en décembre 2018, scission des Red Dragons en avril 2019). L'Interim Government (IG), plateforme qui jouit du plus grand crédit politique, est affaiblie par la détention prolongée de son leader historique Siseku Julius Ayuk Tabe. De plus en plus violemment critiquée par l'ADF dirigée par le radical Ayaba Cho Lucas depuis l'Europe où il est exilé, elle n'est plus aujourd'hui qu'un groupe parmi d'autres. En 2019, l'IG connaît de nouveaux rebondissements : fin mars, elle prend le contrôle du nouveau venu Southern Cameroons Liberation Council¹⁸. Au mois de mai, Ayuk Tabe révoque Samuel Sako et son gouvernement provisoire, réinstalle l'équipe précédente et nomme depuis sa cellule de prison des « Ambassadeurs » en Amérique du Nord, en Europe occidentale et en Europe orientale.

Aux groupes armés, il convient d'ajouter le « bras armé digital », ces activistes qui diffusent les messages de ralliement ou de haine, et n'hésitent pas quelquefois à faire le coup de force¹⁹. Marc Baretta (« [Baretta news](#) »), également réputé proche d'IG même s'il dit servir la cause de façon générale, est un de ces e-activistes à temps plein, ainsi qu'Ivo Tapang (proche des ADF d'Ayaba Cho). Dans un pays où la presse est essentiellement perçue comme l'organe de propagande du parti au pouvoir, les réseaux sociaux sont très lus.

La majorité de la population civile est prise en otage et brutalisée par les belligérants afin de la forcer à prendre position. Des leaders, des chefs traditionnels, des fonctionnaires et de simples citoyens sont kidnappés par les rebelles ambazoniens, y compris le leader du SDF John Fru Ndi en avril puis en juin 2019²⁰. Les Ambazoniens décrètent par la force l'interdiction de circuler les lundis ainsi que la fermeture des écoles, obligeant ainsi des jeunes à quitter la région ou à s'enrôler dans la lutte armée. Ils ont également

17. Télégramme diplomatique non classé, Ambassade des États-Unis, 29 juin 2009. Les Américains y soupçonnent notamment les dirigeants du SCNC de chercher à s'enrichir avec la fraude à la demande d'asile.

18. Sur l'initiative du nouveau coordinateur de la conférence anglophone Elie Smith, appuyé par les Nations unies, une réunion des anglophones se tient aux États-Unis fin mars 2019. L'intention unificatrice est un échec : aux deux extrémités du spectre politique anglophone, Ayaba Cho et les fédéralistes refusent d'y participer ; quant à Elie Smith, il en est lui-même exclu. La réunion débouche sur la création du SCLC, dont la direction est confiée à Fontem Neba, ancien dirigeant du Consortium organisateur des manifestations de l'automne 2016, arrêté en janvier 2017 et libéré en août avec M^e Agbor Balla sur pression de la France.

19. Tel le fort proluxe Eric Tato, proche d'IG, et qui serait l'auteur de la mutilation des mains d'élèves en 2018, « en violation des ordres reçus » d'après l'IG (entretiens de l'auteure avec des leaders anglophones, juin 2019).

20. « Cameroun : l'opposant John Fru Ndi raconte son nouveau kidnapping », *RFI Afrique*, 30 juin 2019, disponible sur : www.rfi.fr.

la capacité d'empêcher les autorités de se déplacer dans la région : le Premier ministre a dû renoncer à une visite au mois de septembre 2018 ; le président Biya a annulé le rassemblement électoral prévu à Buea avant les présidentielles d'octobre 2018. Les forces gouvernementales ne sont pas en reste : pillages, incendies de maison, viols, torture et assassinats de sang-froid caractérisent leur action. Les forces armées régulières pratiquent une politique de la terre brûlée selon des méthodes de contre-insurrection qui remontent aux années 1960 (isoler les rebelles de la population en détruisant récoltes et villages). Leurs abus sont tels que des vidéos « fuitent » dès 2018, montrant des forces camerounaises en train d'assassiner des civils, incendier des villages et torturer habitants et séparatistes²¹. Le 22 juillet 2019, la mutinerie des militants anglophones détenus à la prison centrale de Yaoundé aurait été réprimée brutalement²².

Contrairement à ce que pourrait laisser croire leur communication intensive sur les réseaux sociaux, les groupes indépendantistes n'ont pas le monopole de la cause anglophone. Les autres mouvements se répartissent en deux catégories : les organisations politiques non indépendantistes (dont le parti SDF et autres partisans du fédéralisme) et les organisations de la société civile non indépendantistes. Outre l'Église, cette dernière catégorie comprend notamment :

- Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC dit « le Consortium »). Le Consortium a été créé pour organiser les manifestations non violentes de 2016, indépendamment de tout mouvement politique. Après l'arrestation d'Agbor Balla et Fontem Neba, les avocats Wilfred Tassang et Sesseme ont trouvé refuge au Nigeria pour poursuivre la campagne. Ils ont été arrêtés et extradés au Cameroun. Depuis, l'activiste en ligne Akuru se dit président du Consortium qui est interdit par les autorités depuis janvier 2017.
- Southwest/Northwest Women's Task Force (SNWOT). Des femmes leaders d'organisations de la société civile engagées dans l'aide humanitaire ou la santé reproductive entendant participer à la résolution du conflit ont créé en août 2018 cette coalition dirigée par Esther Omam Njomo de l'ONG Reach Out. Le but de la SNWOT est de développer et promouvoir des stratégies de dialogue auxquelles les femmes participeront pleinement, en vue de mettre fin à la crise anglophone, de ramener une vie normale dans les provinces du NOSO et d'obtenir une paix durable²³.

21. « Au Cameroun, le visage caché de la crise anglophone », *BBC News*, 25 juin 2018, disponible sur : www.bbc.com.

22. « Cameroun : mutinerie des séparatistes anglophones à la prison centrale de Yaoundé », *Jeune Afrique*, 23 juillet 2019, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

23. SNWOT Position Paper on The Anglophone Crisis In Cameroon, décembre 2018.

La gestion de la crise anglophone par les autorités camerounaises : entre déni et répression

Bien que dans un discours prononcé à Maroua en octobre 2018 le président Biya préconise de « manier à la fois la fermeté et le dialogue²⁴ », le régime privilégie le premier au détriment du second et navigue à vue depuis le début de la crise, entre déni et répression.

D'une part, la gouvernance du régime reste la même malgré deux ans de conflit. Paul Biya, surnommé « le Grand Absent », continue à passer plus de temps à Genève qu'au Palais de l'Unité et ne tient pas de Conseil des ministres. Deux longues années de violence s'écoulent depuis le début de la crise sans qu'il ne s'exprime. Il est notoire qu'en interne, seul le Secrétaire général du gouvernement peut approcher le président. Dans ces conditions, son gouvernement peine à décrypter une politique et plus encore à prendre des initiatives. L'élection présidentielle de 2018 a été maintenue alors qu'il était impossible de se déplacer dans les régions anglophones. D'autre part, l'approche sécuritaire de cette crise prévaut. Pour l'appareil sécuritaire camerounais, l'absence de directives signifie *business as usual* : la répression. Outre le fait que les institutions n'ont pas d'expérience de dialogue (les crises précédentes, et notamment au tournant de l'indépendance, ont été étouffées par la force), la répression offre des avantages à ses partisans, les gains personnels escomptés avec le déploiement d'hommes et de matériel n'étant pas le moindre. Les organisations anglophones sont désormais interdites, les réunions en vue de discuter du fédéralisme également, des opposants sont arrêtés et jugés devant les tribunaux militaires et des interdictions de circuler sont proclamées. En janvier 2018, 47 leaders anglophones dont Julius Tabe (président de la République ambazonienne auto-proclamée) ont été arrêtés au Nigeria, et une dizaine d'entre eux ont été extradés vers le Cameroun en violation de l'obligation de non-refoulement prévue par la Convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés²⁵. Le procès pour rébellion de ces

24. « Biya veut “manier fermeté et dialogue” pour la paix en zone anglophone », *VOA Afrique*, 29 septembre 2019, disponible sur : www.voafrique.com.

25. « UN Blasts Nigeria Over Return of Cameroon Separatists », *Anadolu Agency*, 1^{er} février 2018, disponible sur : www.aa.com.

civils s'est ouvert en décembre 2018 devant le tribunal militaire de Yaoundé et s'achèvera en août 2019 par leur condamnation à la peine de réclusion à perpétuité²⁶.

Face à cette impasse, un seul projet sérieux de dialogue est mis en avant entre 2016 et 2018 : la Anglophone General Conference (ACC). Initiative inter-religieuse rassemblant des leaders anglophones presbytériens, musulmans (les imams de Buea et de Bamenda) et catholiques (le cardinal Tumi), elle est dirigée par ce dernier et se propose de donner la parole à différentes sensibilités anglophones et de regrouper les principales revendications. L'objectif est de contribuer à un dialogue national en vue d'une résolution de la crise. L'organisation en est confiée au Dr. Simon Munzu, ancien haut fonctionnaire des Nations unies et professeur d'université, figure de l'opposition non violente après avoir été membre du RDPC et organisateur des éditions de 1993 et 1994 de l'AAC. La Conférence anglophone est décrite comme la première étape d'un véritable dialogue national en vue de résoudre la crise : « La Conférence permettrait aux anglophones de se réunir et de préparer un dialogue national, de manière à consulter la population de manière représentative : ouverte à tous et à toutes, et permettant d'élire des délégués sur-le-champ en cas d'affluence²⁷. »

L'initiative se heurte à la double opposition du régime et des indépendantistes. Les Ambazoniens menacent de mort les futurs participants. La conférence est reportée une première fois en août 2018, puis en novembre 2018, à une semaine de la réunion, lorsque le Gouverneur du Sud-Ouest met en avant un problème technique lié au recomptage des votes de l'élection présidentielle, une façon diplomatique de signifier un refus au cardinal Tumi, perçu comme fédéraliste voire opposant. En aparté, le ministre de l'Administration territoriale Atanga Nji confie que : « la conférence n'aura jamais lieu²⁸ ».

Pour donner le change, le régime fait quelques gestes d'ouverture cosmétiques, souvent sous l'amicale mais insistante pression de gouvernements alliés (dont la France). On peut ainsi noter :

- La création de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme qui voit le jour en janvier 2017 mais

26. Les accusés ont été reconnus coupables de tous les chefs d'accusations retenus contre eux : « apologie des actes de terrorisme, sécession, complicité d'actes de terrorisme, financement des actes de terrorisme, révolution, insurrection, hostilité contre la patrie, propagation de fausses nouvelles, atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État, défaut de Carte nationale d'identité ». Lire F. Fouté, « Cameroun : Sisiku Ayuk Tabe et neuf autres séparatistes anglophones condamnés à la prison à vie », *Jeune Afrique*, 20 août 2019, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

27. Entretien de l'auteur avec l'ancien coordinateur Simon Munzu, juin 2019.

28. Entretien de l'auteur avec un témoin de l'entretien avec le ministre, décembre 2018.

ne brille pas par son action.

- ▀ La création d'une section de *common law* à la Cour suprême en juillet 2017.
- ▀ La création, le 30 novembre 2018, du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDDR) présidé par le Premier ministre.
- ▀ La libération de 298 détenus en décembre 2018.
- ▀ La multiplication par cinq du budget de la décentralisation pour 2019 (qui demeure insignifiant).

Toutes ces demi-mesures sont tardives, insuffisantes et manquent de sincérité. Aucun militant anglophone n'a été consulté et encore moins inclus. Le CNDDR et la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme sont composés quasi exclusivement de proches de Biya et membres du RDPC. Dans un incompréhensible surcroît de maladresse et d'entorse à la législation²⁹, le décret portant création du CNDDR est rédigé en français, signifiant par là même l'approche totalement unilatérale et centralisée du pouvoir. Outre ce choix curieux, il entend gérer au même titre les problèmes posés par « le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants du Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ». Enfin, le régime ne propose pas de dialogue, mais promet uniquement d'aider à la réintégration les combattants qui acceptent individuellement de déposer les armes³⁰. C'est donc à une reddition sans conditions que le CNDDR appelle. Huit mois après sa création, le CNDDR n'a enregistré que 116 redditions, ce qui ne l'a pas empêché d'acquérir un nouveau siège luxueux dans le quartier diplomatique de Bastos. Par ailleurs, le budget de la décentralisation a certes été multiplié par cinq, il ne représente qu'1 % du budget national³¹. Le 13 décembre 2018, le président Biya annonce la libération de 298 détenus inculpés de délits. Cette mesure ne concerne aucun des leaders, puisque ces derniers sont accusés de terrorisme et seront condamnés en conséquence. Il continue ainsi à se priver d'interlocuteurs crédibles.

29. Instruction n° 03/CAB/PR/du 30 mai 1996 relative à la préparation, à la signature et à la publication en version bilingue des actes officiels.

30. République du Cameroun, Décret du 30 novembre 2018 portant création du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

31. Crisis Group, *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers* ; Rapport Afrique du n° 272, 2 mai 2019, p. 7.

Les impacts cumulatifs du conflit anglophone

Ce conflit de basse intensité présente un coût de plus en plus élevé, tant pour les populations concernées, qui représentent 22 % de la population camerounaise, que pour la stabilité du pays.

Impact économique

Comme le souligne le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM), l'impact économique du conflit est considérable. Il pèse fortement sur une économie déjà peu dynamique³², car il se déroule dans l'une des principales régions agricoles et pétrolières du pays. En effet, le NOSO représentait en 2017 20 % de la production agricole du pays et une grande partie des filières d'exportation : 45 % de la production cacaoyère nationale provient du Sud-Ouest, 70 % de la production nationale du café arabica provient du Nord-Ouest, et les deux régions représentent plus de la moitié de la production nationale d'huile de palme et 20 % des productions nationales de féculents (maïs, manioc, pomme de terre, haricot et banane douce)³³. En juillet 2018, les pertes étaient déjà chiffrées par le GICAM à 56 milliards CFA de recettes d'exportation sur la filière cacao-café, à 9 milliards pour les filières bananes et caoutchouc et à une centaine de milliards de pertes prévisibles pour la récolte 2018-2019³⁴. Les entreprises symboles de la France (Total, Orange) sont particulièrement visées par les groupes armés qui ont même attaqué la raffinerie de Limbe le 31 mai 2019.

Impact humain

L'impact du conflit est encore plus dévastateur en termes humains. Les Nations unies comptabilisent plus de 530 000 déplacés internes et

32. Après une légère hausse en 2015, la croissance économique stagne depuis 2016. La dette publique est passée de 9,7 % du PIB en 2008 à 36,9 % du PIB en 2018. Environ 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Plus d'informations sur : www.diplomatie.gouv.fr.

33. GICAM, *Insécurité dans les régions du Sud-Ouest du Nord-Ouest ; conséquences économiques et impacts sur l'activité des entreprises*, juillet 2018.

34. *Ibid.*

quelque 32 000 réfugiés au Nigeria³⁵. Les attaques contre les écoles³⁶ sont majoritairement le fait de groupes armés ambazoniens. Les Nations unies en ont recensé 59 pour la seule année scolaire 2018-2019. La rentrée scolaire 2019 risque d'être la quatrième sans scolarisation pour quelque 780 000 enfants³⁷. Des familles survivent dans la forêt dans des conditions extrêmes et sont vulnérables aux maladies, aux violences sexuelles et au recrutement forcé. Des dizaines d'hôpitaux et centres de santé sont détruits sans susciter émotion ni solidarité parmi la population des régions non affectées.

Et pourtant, l'inquiétude gagne l'élite francophone, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut plus ignorer le nombre de morts parmi les soldats (quelque 300 à ce jour). La peur touche aussi un autre domaine : pendant longtemps le pays s'est vu comme une oasis de paix. Traumatisés par la guerre civile post-coloniale menée contre les maquis de l'UPC jusque dans les années 1970, les Camerounais ont consenti à soutenir le président Biya dans tous ses excès et ses injustices, pourvu que la paix soit sauvegardée. Or, c'est cet accord tacite qui s'effondre, car la paix n'est plus assurée. Le Cameroun est 16^e sur une liste de 178 États classés selon leur degré de fragilité, mieux noté que le Yémen qui caracole en tête de ce classement ou le Sud-Soudan, mais moins bien que le Mali ou la Libye³⁸.

Impact politique

Le régime de Paul Biya s'est appuyé sur un appareil sécuritaire très conséquent et un parti politique tentaculaire, mais s'est aussi imposé grâce à trois mythes et deux promesses : les mythes de l'unité, de la paix et du « vivre ensemble », les promesses de l'émergence en 2035 et de la Coupe d'Afrique des Nations en 2019 (CAN). Or, la crise anglophone qui s'installe dans la durée vient démontrer la fragilité de ces mythes, ouvrant les champs de la contestation.

Si l'insécurité dans le Septentrion provient d'un ennemi de l'extérieur (débordement du conflit Boko Haram du Nigeria au Cameroun), le conflit anglophone pose brutalement la question de la gestion et la structure même de l'État camerounais. « La crise anglophone n'est pas un problème linguistique mais de gouvernance », explique un leader anglophone³⁹. Elle s'ajoute à la contestation de la régularité de l'élection présidentielle du mois d'octobre 2018 (qui a vu la réélection du président Biya pour un septième

35. HCR, *Cameroon Factsheet*, avril 2019.

36. *Ibid.* Ce vocable inclut les occupations d'école, les enlèvements ou attaques armées contre des élèves, professeurs et parents d'élèves.

37. UN OCHA, *Cameroon: North-West and South-West Crisis*, Situation Report n° 7, 31 mai 2019.

38. Fragile States Index 2019, fragilestatesindex.org

39. Entretien de l'auteur avec Simon Munzu, Yaoundé, octobre 2018.

mandat) et au népotisme et à la corruption qui ont entraîné le fiasco de la perte de la CAN, pour remettre en question la gestion du gouvernement Biya et le « vivre ensemble » camerounais.

Depuis janvier 2019, l'opposition se saisit publiquement du problème anglophone. Le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) et principal opposant, Maurice Kamto, appelle à des manifestations pacifiques dans les grandes villes⁴⁰ autour de trois revendications : contestation des résultats de l'élection présidentielle (qu'il estime avoir remportée), demande d'enquêtes et de sanctions sur la corruption ayant entraîné l'annulation de la CAN au Cameroun et enfin protestation contre les excès de la répression dans la zone anglophone. Face à cet agenda, le gouvernement a réagi à son habitude : il interdit les manifestations, bloque toute information sur leur déroulement et n'hésite pas à faire tirer sur les manifestants ni à faire arrêter Maurice Kamto, aussitôt inculpé de « rébellion, insurrection et hostilité contre la patrie », crimes passibles de la peine de mort. Actuellement détenu à la prison de Kondengui, de même que les détenus anglophones (notamment Ayuk Tabe), il n'aurait pu rencontrer son avocate Maître Alice Nkom. Environ 150 de ses partisans ont également été inculpés, la plupart d'entre eux pour « insurrection et hostilité contre la patrie ». Ancien cadre du RDPC, Maurice Kamto connaît les rouages et faiblesses de l'administration mise en place par Biya et tente d'opérer une jonction entre les diverses revendications de la population. Face au désintérêt de la majorité des Camerounais pour le sort des anglophones d'une part, et au refus des groupes armés ambazoniens de se mêler des affaires internes du Cameroun d'autre part (leur logique est séparatiste et non de remplacement du pouvoir central), un front commun peine à émerger. Les rangs des manifestations organisées à son appel sont essentiellement garnis par les partisans du MRC et autres « Brigades anti-sardinards » (BAS)⁴¹. Cependant la mutinerie de la prison centrale de Yaoundé, en juillet 2019, qui a rassemblé tant des anglophones que des opposants du MRC, a été un premier exemple d'union des forces face aux mauvais traitements⁴².

La dénonciation des atrocités commises dans le NOSO par les forces de sécurité achève cependant d'ostraciser les opposants, ainsi que la communauté bamiléké en général. Le ministre délégué à la Justice, Jean de

40. Les manifestations ont commencé le 26 janvier 2019 à Yaoundé, Douala, Bafoussam, Dschang, et Bangangté (mais aussi devant les ambassades et sections consulaires du Cameroun à l'étranger), et se poursuivent depuis en dépit de la répression brutale et des nombreuses arrestations.

41. Appellation ironique à l'égard des partisans de Paul Biya, les « Sardinards » sont les citoyens qui se rendraient aux meetings politiques en prévision de s'y voir remettre une boîte de sardines.

42. Amnesty International, « Cameroun. Près de 60 membres de l'opposition torturés par les forces de sécurité », Communiqué de presse, 26 juillet 2019, disponible sur : www.amnesty.fr.

Dieu Momo, n'a pas hésité à comparer les Bamiléké aux Juifs dans l'émission *Actualité Hebdo* de la télévision nationale au mois de février dernier : « En Allemagne, il y avait un peuple qui était très riche, qui avait tous les leviers économiques, [les] juifs. Ils étaient d'une arrogance telle que le peuple allemand se sentait un peu frustré, puis un jour est venu au pouvoir un certain Hitler qui a mis ces populations dans les chambres à gaz. » Pour ôter tout doute, le ministre poursuit : « Il faut que les gens instruits comme M. Kamto puissent savoir où ils emmènent leur peuple⁴³. »

Bien que la majorité des anglophones ne soit pas indépendantiste, l'enlisement de la crise anglophone aboutit à aggraver le clivage entre Camerounais francophones et anglophones. Le discours de nombre de Camerounais francophones distingue « nous » et « eux » et est généralement empreint de mépris, d'indifférence ou de méfiance à l'égard des anglophones. « Maintenant, il suffit de dire que tu es anglophone pour obtenir ce que tu veux », affirme un cadre camerounais⁴⁴. Des ressortissants d'ethnie bamiléké sont harcelés par les forces de l'ordre lors de contrôles de routine⁴⁵. Par ailleurs, l'ensemble des Camerounais ne partagent plus la même perception sur les questions de gouvernance et de démocratie, créant de fait un véritable clivage régional et ethnique. Selon un sondage Afrobaromètre⁴⁶ mené en mai-juin 2018, 24 % des Camerounais francophones déclarent n'avoir aucune confiance dans la police mais cette défiance concerne 58 % de leurs compatriotes anglophones. Cet écart est encore plus grand concernant l'armée (avec respectivement 13 % et 62 %)⁴⁷.

Impact diplomatique

Sur le plan international, les sympathies et le soutien que le Cameroun a su attirer pour faire face à Boko Haram sont en train de s'épuiser du fait de la crise anglophone. Tout d'abord, si les relations compliquées avec le Nigeria du fait de l'héritage colonial n'ont pas empêché une coopération inédite sur le plan politico-sécuritaire pour faire face à la menace terroriste, ce capital est en train de s'éroder. Abuja a jusqu'à présent soutenu Yaoundé, allant jusqu'à extradier des réfugiés en violation de ses obligations internationales et en dépit des sympathies pro-anglophones au sein de la population nigériane. Cette attitude était également motivée par la crainte du

43. « Israël dénonce les propos antisémites d'un ministre camerounais », *Times of Israel*, 4 février 2019, disponible sur : fr.timesofisrael.com.

44. Entretien de l'auteur avec un cadre camerounais, Yaoundé, février 2019.

45. Entretiens de l'auteur à Yaoundé avec des civils interpellés, février 2019. L'origine ethnique serait décelable en fonction des patronymes figurant sur les documents d'identité.

46. M. Lazar, « Cameroon's Citizens Are Losing Hope that their Country Can Remain United », *The Washington Post*, 25 mars 2019, disponible sur : www.washingtonpost.com.

47. *Ibid.*

gouvernement nigérian de voir renaître le séparatisme biafrais sur son sol. Or, l'échec de Biya à résoudre la crise en dépit de ce soutien diplomatique et sécuritaire, vient conforter ces craintes et risque d'amener le Nigeria à revoir son approche.

De leur côté, les parrains traditionnels, au premier rang desquels on trouve la France, sont divisés sur l'attitude à adopter et conscients du risque de basculement d'alliances vers la Chine ou la Russie. Les États-Unis et la Grande-Bretagne sont partisans d'une plus grande fermeté à l'égard des autorités camerounaises et d'une transition plus rapide vers un régime démocratique, comme ils ne manquent pas de le rappeler au Conseil de sécurité des Nations unies⁴⁸. L'organisation des élections présidentielles a été vivement critiquée par les États-Unis et la Grande-Bretagne en raison des nombreux cas de fraude avérés et de violences contre l'opposition⁴⁹. Les États-Unis ont fait connaître publiquement leur désapprobation de la gestion de la crise anglophone dans le contexte d'un régime vieillissant. En juin 2018, alors que le pouvoir se préparait à organiser une nouvelle et coûteuse mise en scène électorale pour un septième mandat de Paul Biya, l'ambassadeur américain le rencontrait pour lui glisser qu'il devait penser à préparer son héritage⁵⁰. Décidée en février 2019, l'interruption de l'assistance militaire américaine pour cause d'abus dans le NOSO est mise en œuvre et les conseillers militaires se retirent en juin 2019. De nombreuses personnalités anglophones ont été invitées à témoigner auprès des institutions américaines à Washington. Avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la République dominicaine, les États-Unis sont co-puissance invitante d'une réunion du Conseil de sécurité sous formule *arria*⁵¹ sur la crise humanitaire au Cameroun, le 13 mai 2019, en dépit de l'opposition du pays concerné. Si l'initiative a pu irriter les diplomates français partisans d'une transition en douceur à l'intérieur du RDPC en cas de vacance du pouvoir, la Russie en a clairement fixé les limites en avertissant qu'il ne fallait pas confondre « prévention et intervention dans les affaires internes

48. Et notamment lors des réunions du 10 août 2018, du 13 décembre 2018 et du 13 mai 2019.

49. « Seriously Flawed Elections Took Place, House of Commons », *The Anglophone Cameroon Crisis: April 2019 Update*, 17 avril 2019, disponible sur : www.parliament.uk. La Grande-Bretagne est dans une position inconfortable : ancienne puissance coloniale, on pourrait imaginer y trouver de la sympathie pour les anglophones, mais elle entraîne le BIR et soutient le gouvernement dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Ses offres de bons offices sont par ailleurs regardées avec suspicion tant par les autorités que par les Ambazoniens. Pour toutes ces raisons, son rôle demeure limité.

50. S. Vidzraku, « Cameroun : les États-Unis demandent à Paul Biya de « réfléchir à son héritage » », *La Tribune*, 20 mai 2018, disponible sur : afrique.latribune.fr.

51. Ce format, imaginé lors du conflit en ex-Yougoslavie par l'ambassadeur du Venezuela Diego Arria afin de permettre aux membres du Conseil de sécurité d'écouter le témoignage d'un prêtre bosniaque, permet aux membres du Conseil de sécurité d'entendre, lors de rencontres informelles en dehors de sa salle, des personnes non-membres des délégations dont l'expertise paraît susceptible d'éclairer le Conseil dans les affaires qui l'occupent.

d'un État⁵² ». Dans ce contexte de fin de règne qui joue les prolongations, quelles sont les alternatives à la violence armée ?

52. *What'sInBlue, Arria-formula Meeting on the Humanitarian Situation in Cameroon*, 10 mai 2019. Le panel était composé du Sous-Secrétaire général des Nations unies pour les affaires humanitaires Mark Lowcock, son prédécesseur Jan Egeland et la présidente de SNWOT Esther Omam Njomo.

Les initiatives de dialogue

Depuis le début du conflit en 2017, plusieurs initiateurs de dialogue se sont manifestés sans parvenir à convaincre les belligérants.

Malgré l'aura de l'Église catholique au Cameroun, la Conférence anglophone n'a pu se tenir du fait principalement de l'opposition du régime à cette initiative. L'initiative du cardinal Tumi demeure une plateforme intéressante et pourrait revenir sur le devant de la scène à l'occasion de nouvelles circonstances politiques. D'autres partenaires religieux, plus proches du pouvoir et qui pourraient être associés à des initiatives de dialogue sont la Conférence épiscopale⁵³ et l'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux (ACADIR). Groupe de dialogue inter-religieux, l'ACADIR a essayé de reprendre à son compte l'initiative du cardinal Tumi à la fin de l'année 2018 sans succès.

Au niveau politique, le parti fédéraliste SDF a articulé un plan de sortie de crise : cessez-le-feu, désarmement de part et d'autre, libération des prisonniers politiques, accord sur une médiation⁵⁴. Les propositions, qui ont été soumises au Premier ministre en mai 2019, n'ont pas été à ce jour suivies d'effets. Face à ces fins de non-recevoir, deux autres initiatives méritent d'être examinées.

53. « Au Cameroun, les évêques proposent une médiation dans la crise anglophone », *La Croix*, 17 mai 2018, disponible sur : www.la-croix.com.

54. « Cameroon's Social Democratic Front Party Outlines Solution to Anglophone Crisis », *Africanews*, 17 mai 2019, disponible sur : www.africanews.com.

L'initiative des femmes anglophones

Campagne des lamentations, septembre 2018 à Bamenda



Image Mother of Hope Cameroon (MOHCAM), Report on the sitdown lamentation Campaign, North West region, Septembre 2018.

En août 2018, alors que se profile une troisième rentrée scolaire gâchée et que le nombre de personnes déplacées dépasse les 200 000, des femmes leaders de la société civile organisent une campagne de lamentations et créent la SNWOT. La Campagne des lamentations, lancée conjointement dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest le 29 août et le 8 septembre 2018, consiste à occuper le terrain au sens littéral afin de faire taire les armes, ne serait-ce que l'espace d'un jour. La capacité des femmes à prendre contact discrètement avec les deux parties au conflit pour expliquer leur projet et le mener à bien dénote une compréhension fine des forces en présence et une disposition à négocier et convaincre. Si la SNWOT se dit apolitique, son vocabulaire est résolument celui de la recherche de solutions dans le cadre de la République camerounaise. Suite au succès relatif des Journées de lamentations (les armes se sont tues et les femmes ont gagné en visibilité), la plateforme organise une conférence de presse à Yaoundé le 10 décembre 2018 (journée mondiale des droits humains) pour y demander la cessation des hostilités, la reprise de la scolarisation, la recherche de solutions inclusives et non violentes, et l'exclusion de toute future amnistie des auteurs de crimes graves, y compris de violences sexuelles. En 2019, en dépit

du report de la Conférence anglophone à laquelle elles avaient obtenu de participer, elles sont représentées à la réunion anglophone qui se tient aux États-Unis en mars 2019 ; elles ont rencontré le Premier ministre Dion Ngute ; elles négocient au quotidien avec les groupes armés pour acheminer l'aide humanitaire. La présidente de SNWOT est le principal témoin invité à s'adresser au Conseil de sécurité des Nations unies lors de sa réunion en formule *arria* sur la situation au Cameroun. À partir du 12 juin 2019, les femmes organisent les mercredis en noir et orange afin de protester contre la violence et demander la réouverture des écoles.

Des offres de médiation concurrentes

Si les nombreuses démarches en vue d'internationaliser le problème anglophone ont échoué par le passé⁵⁵, la mauvaise gestion de la crise par le régime Biya lui ôte toute prétention à continuer à tirer les rideaux sur cette crise qui menace désormais la stabilité du pays. Des partenaires bilatéraux dont la France⁵⁶ ainsi que le Représentant du Secrétaire général des Nations unies n'ont cessé de conseiller le dialogue au régime. Aujourd'hui deux initiatives internationales de dialogue se font concurrence : l'initiative suisse, soutenue par les États-Unis, et l'initiative de l'Africa Forum, le groupe d'anciens chefs d'État chargé de faire des médiations pour l'Union africaine. Les Suisses entendent lancer des « pourparlers sur les pourparlers » afin de s'assurer de la participation des groupes armés. En effet, amener les principaux leaders ambazoniens à la table des négociations s'avère un véritable casse-tête, l'ADF d'Ayaba Cho incarnant le front du refus. Leur échec à maintenir le secret sur cette initiative a créé une certaine confusion sur le processus envisagé et sur leurs intentions concernant la participation des groupes non violents⁵⁷. Enfin, le départ précipité de Paul et Chantal Biya de Genève, où ils vivaient une partie de l'année, après les incidents de juin 2019⁵⁸, a encore compliqué un projet qui compte déjà de nombreux handicaps⁵⁹. Par la voix de l'ex-président du

55. Et notamment dans les années 1990 par le SCNC : saisine du Commonwealth en 1995 pour demander l'organisation d'un référendum pour l'indépendance, sur le modèle québécois, démarche du SCNC auprès des Nations unies pour leur demander de mettre en place une médiation entre anglophones et gouvernement central afin d'éviter que le pays « ne devienne une nouvelle Somalie ».

56. Un émissaire d'Emmanuel Macron est notamment reçu par Paul Biya à ce sujet le 19 novembre 2018.

57. Il était prévu que cette phase se déroulerait secrètement mais le gouvernement helvétique s'est vu contraint d'annoncer officiellement l'offre de médiation alors que son dispositif n'était pas encore prêt.

58. Alors qu'il passe une partie de l'année à l'hôtel Intercontinental de Genève depuis des décennies, le président Biya a dû quitter cette retraite paisible à la demande des autorités suisses après que ses gardes du corps ont molesté et volé un journaliste suisse venu couvrir la manifestation d'opposants camerounais devant l'hôtel. Fait totalement saugrenu à Yaoundé, les autorités suisses ont arrêté et condamné à des peines d'emprisonnement avec sursis les gardes du corps de Biya mais pas les manifestants.

59. « Négociations sur le Cameroun : la Suisse "va avoir du mal à être complètement neutre" », *RFI*, 30 juin 2019, disponible sur : www.rfi.fr.

Mozambique, Joaquim Chissano, l’Africa Forum a annoncé en juillet 2019 la tenue d’un séminaire sur le Cameroun⁶⁰ signalant l’inquiétude de l’Union africaine vis-à-vis de la crise anglophone et sa disposition à aider le Cameroun. Si la concurrence des médiateurs de paix est un phénomène classique, aucune de ces deux initiatives n’a encore abouti à un début de dialogue entre belligérants.

60. « Le Colloque de l’Africa Forum : une initiative salvatrice pour le Cameroun ? », *Intégration*, 11 juillet 2019, disponible sur : journalintegration.com.

Conclusion

Le conflit qui oppose une partie de la population anglophone à l'État camerounais tire ses origines d'un découpage colonial arbitraire et de discriminations qui se sont aggravées en raison des politiques prédatrices de l'élite postcoloniale. L'incapacité du président Biya et de son entourage à gérer la crise et la radicalisation des groupes ambazoniens a contribué à l'enlisement. Des initiatives de dialogue ainsi que la contestation interne ont été étouffées dans la tradition répressive du pays, ouvrant la voie à l'escalade vers la violence armée et son lot de destructions.

La crise anglophone qui éclate après plus de 36 ans de règne, est le révélateur d'un bilan sévère pour l'ère Biya : les infrastructures du pays sont déliquescents, l'émergence promise pour 2035 s'éloigne, la montée de la haine ethnique est préoccupante, les promesses de paix, d'unité et du « vivre ensemble » sont compromises. Le crédit du pays auprès de ses anciens alliés dans le cadre de la lutte contre Boko Haram est écorné.

Le Cameroun se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins : plonger dans la guerre civile ou renégocier son contrat social par des moyens non violents. Des initiatives concrètes de médiation ont été proposées. Une sortie de crise est possible, mais les hommes politiques camerounais, occupés à se positionner pour la succession de Biya, doivent sortir du déni, accepter les mains tendues et partager le pouvoir avec de nouvelles forces dans le pays.

Annexes

Chronologie des origines du conflit⁶¹

- 1^{er} janvier 1960 : Indépendance du Cameroun.
- 1^{er} octobre 1961 : République Fédérale du Cameroun (inclut le British Southern Cameroons).
- 20 mai 1972 : Abolition du fédéralisme par référendum, la République fédérale du Cameroun devient la République unie du Cameroun. Suppression d'une des deux étoiles du drapeau national.
- 1982 : Paul Biya devient président.
- 1983 : La province de Southern Cameroons est divisée en régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest.
- Biya rend obligatoire le français au General Certificate of Education (GCE, baccalauréat anglophone), sans obligation inverse.
- 4 février 1984 : La République unie du Cameroun devient République du Cameroun par décret.
- 1990 : Création du parti Social Democratic Front (SDF). Sous la plume de Dr. Nfor Susungi, un groupe anglophone produit un manifeste de revendications.
- 1992 : Le SDF, mené par un candidat bamiléké anglophone, réalise un score important aux premières élections présidentielles multipartites (qu'il affirme avoir remportées).
- 1992 et 1993 : Revendications par les enseignants et étudiants concernant les examens, dont la notation devait être compatible avec le modèle britannique. En 1993, Création du *General Certificate Examination Board*.
- 2-3 avril 1993 : Première Conférence anglophone à Buea (Sud-Ouest).
- 29 avril-1^{er} mai 1994 : Deuxième conférence anglophone (AAC II) à

61. Cette chronologie succincte a été élaborée avec l'aide de documents de l' UNPO, (27/2018 UNPO : *Timeline: Unfolding of the Independence Movement in Ambazonia*, disponible sur : <http://unpo.org/article/210737/8>), de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (www.refworld.org), AFP, coupures de presse et entretiens de l'auteure avec des leaders anglophones au Cameroun et dans la diaspora.

Bamenda (Nord-Ouest).

- 1995 : Création du Southern Cameroons National Council (SCNC), organisation ayant pour but affiché l'obtention de l'indépendance par la non-violence.
- 1^{er} novembre 1995 : Tout en demeurant membre de l'Organisation de la Francophonie, le Cameroun rejoint le Commonwealth.
- 1996 : Le président Biya annonce la décentralisation, annonce qui ne sera guère suivie d'effets.
- Mars 1997 : Arrestations de 200 sympathisants du SCNC à Bamenda.
- 17 mai 1997 : Élections législatives. Le candidat du SDF John Fru Ndi dénonce la fraude massive avant même la proclamation des résultats.
- 21 mai 1997 : Assassinat de trois leaders de l'opposition et autres troubles à Kumba (Sud-Ouest) dans le contexte de la dénonciation des conditions de l'élection. La troupe est envoyée à Kumba.
- 12 septembre 1997 : Les principaux partis de l'opposition (dont le SDF) annoncent que suite à la manière frauduleuse dont se sont déroulées les élections législatives quelques mois plus tôt, ils boycotteront les élections présidentielles prévues pour le mois d'octobre.
- 13 octobre 1997 : Le président Biya est réélu avec 92,6 % des voix, résultats contestés par l'opposition.
- 30 décembre 1999 : Trois membres du SCNC, le chef Ayamba Ette Otun, Justice Ebong et Pa Sabung, occupent le siège de la CRTV (télévision nationale) à Buea.
- 2001 : Le Southern Cameroons National Council (SCNC) est interdit. Son Secrétaire général par intérim Patrick Nbumwe sera assassiné en avril 2003 par des inconnus. Chef Ayamba Ette Otun reprendra la direction du groupe interdit.
- 2001 : Des membres du SCNC en exil établissent *l'Ambassade de Southern Cameroons* à Francfort (Allemagne).
- Septembre 2002 : Arrestation de membres du SCNC interdit à Mamfé (Sud-Ouest) et Bamenda (Nord-Ouest).
- Octobre 2002 : Manifestation anglophone à Bamenda et à Kumba où les gendarmes tirent sur la foule de plusieurs centaines de manifestants, faisant 3 morts et 16 blessés.
- 1^{er} juillet-31 août 2004 : La Coalition nationale pour la réconciliation et la reconstruction (CRRN), qui regroupe plusieurs organisations de la société civile, tente d'organiser des manifestations ; ces dernières sont

interdites, les participants sont arrêtés et battus.

- 10 juillet 2005 : Quelque 32 membres du SCNC sont arrêtés par la police. Certains ont été torturés par les chefs locaux⁶² avant d'être remis à la police.
- 15 janvier 2005 : Une cinquantaine de membres du SCNC accusés de tenir une réunion illégale sont arrêtés.
- 21-29 avril 2005 : Des étudiants anglophones manifestent à Buea pour demander une amélioration de leurs conditions. Plusieurs participants sont tués.
- 27 avril 2006 : Arrestation de 65 membres du SCNC interdit alors qu'ils sont réunis au domicile de l'un des leurs.
- 29 novembre 2006 : Suite à la dénonciation d'injustices entre francophones et anglophones liées aux résultats d'examen, échauffourées, la police tire sur les étudiants, en tuant deux.
- 20 janvier 2007 : Intervention brutale de la police avec arrestation de participants à une conférence de presse du SCNC à Bamenda.
- Août 2007 : Victoire massive du RDPC aux élections législatives. L'opposition crie au trucage et à l'intimidation.
- 6 octobre 2008 : Le chef Ayamba Ette Otun est arrêté à Tiko (Sud-Ouest). Relâché en 2011, puis accusé de sécessionnisme, il sera arrêté à nouveau la même année.
- 25 juillet 2008 : Intervention brutale de la police au bureau du SCNC à Bamenda et arrestation de Nwachan Thomas pour apologie de l'organisation interdite.
- 2008 : Révision de la Constitution supprimant la limitation du nombre de mandats présidentiels.
- 1^{er} octobre 2011 : Arrestation d'une quarantaine de participants à une manifestation à Buea, ils seront relâchés sans inculpation quelques jours plus tard.
- 20 février 2014 : Le Cinquantenaire de l'unification du pays est célébré en grande pompe à Buea (Sud-Ouest) par les autorités nationales.
- 9 mai 2015 : La Conférence des Avocats anglophones réunie à Bamenda discute des moyens de préserver le système juridique anglophone et

62. Au Cameroun, les chefs dits traditionnels sont rémunérés par le gouvernement (Décret 15/07/1977). Dans l'ouest du pays, y compris dans les régions anglophones et notamment le Nord-Ouest, il existe une tradition de chefs, contrairement aux régions du Centre et du Sud, où cette institution a été créée par le colonisateur. Aujourd'hui, ces derniers se trouvent tiraillés entre leur allégeance à l'État (qui les nomme, les paie et les supervise) et leurs relations avec la population locale. Si la plupart affichent leur soutien à Biya, en aparté une majorité d'entre eux reconnaît être opposée aux pratiques du gouvernement.

demande la nomination d'avocats de *common law* auprès des tribunaux de *common law*.

- Octobre 2016 : L'Université de Buea impose une amende pour inscription tardive. Les étudiants les plus pauvres protestent en affirmant qu'ils se trouvent ainsi doublement pénalisés.
- Afin de porter publiquement les revendications d'ordre social et de coordonner les manifestations, les professeurs et avocats créent le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC, généralement appelé le Consortium), organisme sans affiliation politique. Il sera interdit dès janvier 2017.
- 11 octobre 2016 : Manifestation pacifique des avocats de *common law* qui dénoncent la monopolisation croissante du système judiciaire par le droit civil. La répression est brutale.
- 25 novembre 2016 : Le Premier ministre se décide à se rendre à Bamenda pour une première tentative de dialogue avec les syndicats anglophones, qui échoue. Il n'a en effet rien à offrir.
- 28 novembre 2016 : Manifestation des professeurs, qui protestent contre les conditions injustes faites aux étudiants anglophones, la nomination croissante de professeurs francophones en région anglophones, et l'absence d'opportunités pour les anglophones. Elle est sévèrement réprimée.
- Janvier 2017 : La non-satisfaction de leurs revendications et le manque de progrès dans les négociations mènent avocats et professeurs maintenant organisés en Consortium à décréter les « Villes mortes » le 9 janvier.
- 17 janvier : Arrestation des fondateurs du Consortium M^{es} Agbor Balla et Fontem Neba. Ils transmettent temporairement la direction du Consortium à Marc Baretta et Tapang Ivo Tanku.
- Mars 2017 : Interdiction d'une réunion du SDF en faveur du fédéralisme.
- 3 juillet 2017 : Création d'une section de *common law* à la Cour suprême.
- 29 septembre 2017 : Interdiction des mouvements, réunions et déplacements dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest à l'approche de la date anniversaire de la proclamation d'indépendance par les Ambazoniens.
- 1^{er} octobre 2017 : Proclamation de l'indépendance de la République d'Ambazonie.
- 2 octobre 2017 : La police tire sur des manifestants, faisant 17 morts. C'est le début de la lutte armée.

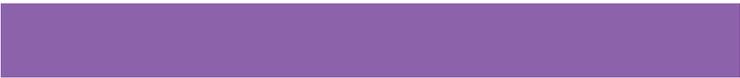
Glossaire des acronymes

- ▀ AAC : All Anglophone Conference
- ▀ ADF : Ambazonia Defence Forces
- ▀ AGC : Ambazonia Governing Council (ne pas confondre avec Anglophone General Conference, qui a le même acronyme)
- ▀ APLM : African People Liberation Movement
- ▀ ASDC : Anglophone Self-Defence Council
- ▀ CACSC : Cameroon Anglophone Civil Society Consortium, « le Consortium »
- ▀ CNDDR : Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration
- ▀ IG : Interim Government
- ▀ MORISC : Movement for the Restoration of Independent Southern Cameroons
- ▀ MRC : Mouvement pour la Renaissance du Cameroun
- ▀ NOSO : Nord-Ouest-Sud-Ouest
- ▀ SCLC : Southern Cameroons Liberation Council
- ▀ SCNC : Southern Cameroons National Council
- ▀ SNWOT : Southwest/Northwest Women's Task Force
- ▀ SOCADEF : Southern Cameroons Defence Forces

Cartes du Cameroun



Source : « Le Cameroun et les pays limitrophes » in Léon Koungou, « Piraterie et insurrections dans le Golfe de Guinée », Politique étrangère, vol. 83, n° 2, Ifri, juin 2018, p. 127. © Ifri, 2018.



Institut français
des relations
internationales

